

Arguments pour la lutte sociale

N°1 du 25 mars 2015

Ce bulletin, ou circulaire, est rédigé par des militants pour qui le siècle commencé est gravement menacé par le capital, et pour qui la révolution prolétarienne, prise en main de leur destinée collective par les exploités et les opprimés eux-mêmes, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Il a pour but de fournir des arguments, des éléments politiques, des propositions d'action et matière à débat à toutes celles et tous ceux qui veulent ouvrir, en France et au niveau international, une issue politique aux luttes sociales qui ne cessent pas.

Ses rédacteurs initiaux sont par ailleurs membres de la revue Militant, associée au Parti Socialiste de Gauche. Ce bulletin n'engage pas la responsabilité de ces groupements politiques.

Nous nous efforcerons, en règle générale, de produire des articles courts destinés à mettre l'accent sur les questions importantes qui peuvent servir de point d'appui ou faire débat.

Bien entendu, ce bulletin est ouvert à toute contribution, critique ou remarque.

Vincent Prémey, Olivier Delbeke.

Sommaire :

- *Après le premier tour des départementales.*
- *L'importance de la grève du jeudi 9 avril.*
- *Solidarité avec le peuple grec, comment ?*
- *Manifestation à l'ambassade russe le 11 avril.*
- *Rubrique "On a bien aimé"*

Après le premier tour des départementales.

C'est désormais une lapalissade : le fait majeur réel des élections en France est l'abstention massive, voulue, assumée, qui s'apparente à une grève du vote de la part de ce qui fut l'électorat de gauche, qui condamne sur toute la ligne une politique présidentielle et gouvernementale qui est, en effet, sur toute la ligne, dirigée contre lui, contre ses droits sociaux, contre ses aspirations. L'abstention majoritaire "à gauche" est en ce sens la réponse au 49-3 pour faire passer la loi Macron écrite par le MEDEF. D'autant que ceux qui sont allés voter "à gauche", eux non plus, n'en pensent pas moins : ils y sont allés en se disant qu'il fallait empêcher la catastrophe provoquée par le président et le gouvernement.

Le second fait est le score du FN. Il est acquis qu'à l'électorat initial historique du FN, petit-bourgeois et pied-noir, s'ajoute massivement le vote de couches prolétariennes atomisées, en souffrance, sans perspectives politiques, sans organisations à elles, et se percevant comme des "petits" par opposition aux "gros" et comme des "victimes" sans trop savoir qui sont les "coupables". Le racisme n'est pas le seul moteur de ce vote (ce qui ne change rien à la filiation historique fasciste du FN et ne signifie pas que le racisme ne soit pas une réalité), vote qui a été pour ainsi dire construit par les politiques de tous les gouvernements successifs, particulièrement le dernier, qui bâta tous les records d'hypocrisie : tout n'était-il pas fait par M. Valls, entre loi Macron, dérives anti-Roms, réforme territoriale anti-démocratique et illisible, pour favoriser le FN, alors même qu'il faisait la morale au monde entier à ce sujet ? A ce vote de prolétaires atomisés (ouvriers, employés, chômeurs), s'ajoute aussi le vote des beaux quartiers : pour ce qu'il est convenu d'appeler la bourgeoisie le FN est utilisable.

Car la campagne d'affolement du pompier incendiaire Valls a aussi servi à masquer la venue du résultat pourtant prévisible de l'UMP et de l'UDI, dont le réseau de notables a entrepris de prendre la place de celui du PS pour mettre en oeuvre les mauvais coups initiés par le gouvernement, contre les collectivités locales et la fonction publique territoriale. La résultante politique principale de ce premier tour, un non-dit qui crève les yeux, est donc une majorité UMP/UDI et ... FN. Le "ni, ni" de Sarkozy se présente faussement comme un refus du FN alors qu'il signifie, pour l'électorat UMP et ses responsables locaux, que la porte est ouverte au vote FN au second tour et aux combinaisons avec lui.

On ne barrera pas la route à l'arrivée au pouvoir du FN et au retour au pouvoir de l'UMP, et à toute combinaison des deux, en faisant bloc derrière le président et le gouvernement, puisque cette arrivée et ce retour sont le fruit logique et inévitable de leur politique.

Au delà du vote de dimanche prochain contre le FN, l'UMP et l'UDI, il faut maintenant reconstruire une perspective politique. Quoi que l'on dise de la cuisine de chiffres faite par le ministère de l'Intérieur sur les scores Front de gauche et apparentés, ceux-ci ne se distinguent pas du recul global national de "la gauche" même si dans le détail il apparaît qu'il résiste mieux que le PS. Le Front de gauche représentait la possibilité politique d'une autre majorité dans l'année qui a suivi l'élection présidentielle, mais l'ampleur des dégâts causés par le gouvernement et sa propre paralysie par ses dirigeants font que nous n'en sommes plus là. Au moins depuis les grèves contre les licenciements en Bretagne de la fin 2013, les luttes sociales ne se déroulent plus en relation avec ce que l'on a longtemps appelé une "perspective politique à gauche".

La perspective politique nécessaire doit avant tout être démocratique en donnant la parole au plus grand nombre, ce qui exige une triple rupture : avec le capital qui dicte au président et au gouvernement leur politique et leurs lois, avec les "institutions européennes" et leur verrou bancaire et monétaire qui montent la garde sur les intérêts du capital, avec la V^e République antidémocratique. Ces trois ruptures, qui au fond ne font qu'une, sont nécessaires pour établir souveraineté et démocratie, car la loi du capital, les institutions dites européennes, et la V^e République, font en sorte que vous pouvez bien voter comme vous voulez, c'est leur politique qui s'applique.

La difficulté pour dégager une telle perspective vient de la même raison qui exige de la construire : la "gauche" arrive en fin de cycle, les déceptions accumulées d'alternances en alternances arrivent aujourd'hui à leur stade final. Mais la roche sur laquelle il faut rebondir et agir n'a pas, elle, changé : les besoins des gens, un salaire correct pour un travail correct dans une durée limitée, un avenir pour les enfants, sont toujours là et poussent, inexorablement, à la lutte.

Voilà où nous en sommes : ce n'est qu'un début !

L'importance de la grève du jeudi 9 avril.

Le jeudi 9 avril, la CGT, la CGT-FO, la FSU, Solidaires et la FA-Fpt (syndicat autonome de la fonction publique territoriale), appellent à "une journée de grève interprofessionnelle" pour "une autre politique économique" reposant sur la hausse des salaires, pensions, retraites et minima sociaux, à l'encontre du "pacte de responsabilité" et de la loi Macron.

Au même moment, la Commission européenne, par la voix de M. Moscovici (ancien ministre de F. Hollande et collègue de M. Valls), faisait savoir que pour que la France atteigne les 3% de déficit par rapport au Produit Intérieur Brut en 2017, qu'elle était censée atteindre en 2015, il fallait que soit annoncé, en plus du pacte de responsabilité,

de la loi Macron et du reste, un nouveau "*programme national de réforme ambitieux et (...) détaillé*" en avril !

La grève du 9 avril provient autant d'une volonté des militants, délégués, responsables syndicaux de base, que d'une décision d'état-majors. Dans la CGT, elle signifie la volonté de revenir en force sur le devant de la scène après les mois difficiles de crise au sommet, dont les leçons n'ont pas été tirées par ces mêmes sommets. A FO, l'appel a été voté par le congrès confédéral réunissant de nombreux délégués début février. A la FSU, c'est la pression des sections départementales et des syndicats qui a de fait imposé l'appel au 9 avril plusieurs semaines après que CGT, FO et Solidaires aient publié leur premier communiqué. En conséquence, pour la première fois depuis ... très longtemps, nous avons un appel explicite à LA GREVE et non pas à "des grèves" ou "des actions".

La lutte pour les salaires menée contre le patronat de la branche par les fédérations syndicales des chauffeurs routiers, la grève illimitée pour la défense de l'emploi à Radio France au moment où sont écrites ces lignes, la grève des employés de banque suite à l'échec des négociations salariales à la Caisse d'épargne et à la Banque populaire, et d'autres grèves locales pour les salaires et l'emploi, ainsi que les luttes départementales contre les fermetures de classes dans les écoles et les baisses de dotations dans les collèges, où l'inquiétude et le mécontentement s'accroissent contre la nouvelle "réforme" annoncée (nous y reviendrons), les actions communes de toutes les organisations de retraités à l'exception de la CFDT et de l'UNSA le 17 mars dernier, voilà qui commence à dessiner une certaine toile de fond.

Une hirondelle ne fait peut-être pas le printemps. Mais, de fait, la grève du 9 avril, et particulièrement la manifestation nationale appelée par de larges secteurs de la CGT et de FO (départ 13h Place d'Italie) peut sonner, va sonner, comme "le retour des syndicats", avec un fort contenu politique. Elle doit porter un message clair : hausse des salaires, retrait de la loi Macron, défense de la fonction publique contre la réforme territoriale. Le contenu politique, c'est d'agir pour une perspective de rupture. Donc :

Tous en grève le 9 avril !

Assurons le succès de la manifestation nationale !

Solidarité avec le peuple grec, comment ?

Beaucoup d'actions militantes locales et de comités se sont constitués en solidarité avec le peuple grec contre la "troïka", étrangement rebaptisée "institutions". Ces actions méritoires restent généralement cantonnées au landerneau militant. Peut-être y a-t-il deux raisons à cela.

Première raison : la solidarité n'exclut pas la critique et la compréhension. La ligne de la direction de Syriza n'était pas de former en Grèce une sorte de gouvernement révolutionnaire et anticapitaliste, mais de défendre sérieusement les intérêts nationaux contre l'impérialisme allemand et la Commission dite européenne. Sauf que justement le moins que l'on puisse dire est qu'elle peine à y arriver. L'union nationale a été immédiatement matérialisée par la coalition avec le parti bourgeois très marqué à droite ANEL, qui a reçu le ministère clef de la Défense. Le message était : pas touche à l'armée, ni à l'Eglise orthodoxe, ni à la bourgeoisie des armateurs ! *Mais pouvait-on dans ces conditions défendre les intérêts nationaux grecs ?* La suite montre que non.

Mais les débats très ouverts dans Syriza, la pression populaire et la mise en oeuvre de certaines mesures démocratiques, comme celles concernant les prolétaires immigrés et sans-papiers, indiquent que la situation reste ouverte.

Elle ne débouchera sur la souveraineté nationale du peuple grec que par la rupture

avec le capital et tous ses partis, dont ANEL, et l'affirmation de l'illégitimité de toute la dette soi-disant publique (1).

Deuxième raison, la plus importante : la dette soi-disant publique est tout aussi illégitime en France qu'en Grèce !

Par conséquent, la meilleure aide aux Grecs est le combat dans notre propre pays contre la politique dite de "réduction des déficits". Tous en grève le 9 avril !

(1) Un complément : on a parfois présenté le rapprochement diplomatique de la Grèce avec la Russie comme un renforcement de sa résistance à Francfort. Certes, un gouvernement grec cherchant à résister à l'impérialisme allemand a le droit de demander l'aide d'un autre impérialisme, tout comme un gouvernement ukrainien cherchant à résister au russe, par exemple ... Reste que l'on a pu constater, pour l'heure, que les risettes à Poutine ne conduisaient pas à affronter les banquiers de Francfort !

Manifestation à l'ambassade de Russie le 11 avril.

Pour la libération immédiate d'Alexandr Koltchenko et pour les libertés démocratiques dans tous les pays, nos organisations associatives, syndicales et politiques appellent à manifester devant les ambassades de Russie et d'Ukraine, le samedi 11 avril à 15 heures. Devant l'ambassade de Russie, pour dénoncer l'enlèvement et la détention d'A. Koltchenko et exiger sa libération immédiate ; devant l'ambassade d'Ukraine (16-30) pour que son gouvernement revendique explicitement la libération d'Alexandr Koltchenko.

Premières organisations signataires :

Ligue des Droits de l'Homme, Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme, Groupe de résistance aux répressions en Russie, Ukraine Action, Action antifasciste Paris-Banlieue, Initiatives Pour un Autre Monde (IPAM/AEC), Union syndicale Solidaires, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Confédération nationale du travail (CNT-F), Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (CNT-SO), Syndicat National de l'Enseignement SUPérieur (SNESUP/FSU), Émancipation, CGT Correcteurs, Sud Education, FSU 03, Alternative Libertaire, Ensemble! (membre du Front de gauche), L'insurgé, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

L'appel intégral ici : <https://soloeo.wordpress.com/>

La réunion-débat du 15 février à Paris ici : <http://www.b-a-m.org/2015/03/o-s-en-crimee-annexee/>

Rubrique "On a bien aimé"

«Après les élections, tous les partis chantent victoire. Ce n'est pas notre cas. Nous avons obtenu 15 sièges au Parlement d'Andalousie, mais nous n'avons pas atteint notre objectif parce que demain on continuera d'expulser de leur logement 40 personnes tous les jours, il y aura encore 1 million de chômeurs et chômeuses ainsi qu'un million d'enfants vivant au-dessous du seuil de pauvreté en Andalousie. Notre objectif est de gagner une majorité politique pour gouverner en faveur du peuple et avec le peuple comme sujet actif de son gouvernement. Jusque-là, nous ne pourrions pas chanter victoire.»

Propos de Teresa Rodríguez, tête de liste de Podemos en Andalousie, membre du courant Anticapitalistas, après l'annonce des résultats du scrutin régional en Andalousie, le 22 mars.